Le comportement des députés de Vendée à la Convention (1792-1795)

The Conduct of the Deputies of the Vendee in the Convention (1792-1795)

Mathias Berton

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12955>
DOI : 10.4000/ahrf.12955
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013
Pagination : 25-51
ISBN : 978290832789
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Mathias Berton, « Le comportement des députés de Vendée à la Convention (1792-1795) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 374 | octobre-décembre 2013, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12955> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12955>

LE COMPORTEMENT DES DÉPUTÉS DE VENDÉE À LA CONVENTION (1792-1795)

Mathias BERTON

À partir de la correspondance des neuf députés vendéens à la Convention, ainsi que de l'analyse de leurs interventions politiques à la tribune, il s'agit de comprendre la difficulté éprouvée par ces hommes pour déterminer leur conduite politique en tant que représentants d'un département marqué par l'insurrection de mars 1793. Cet article pose la question de la conduite collective et cherche à définir si les députés de la Vendée ont formé une députation notamment à partir de l'insurrection. Il s'agit enfin de montrer l'intervention directe des députés dans le département et le rôle d'intercesseur joué entre la Convention et la Vendée.

Mots-clés : Convention, députation, Goupilleau, détermination d'une conduite politique, insurrection, Vendée.

Le 24 août 1792, Philippe Goupilleau, député à la Législative et candidat à la Convention écrit à Mercier du Rocher, administrateur du département de la Vendée¹ : « Les députés viennent de décréter la déportation de tous les prêtres insermentés. Ainsi vous allez être à votre aise, car je les regardais dans notre département, comme la principale cause des troubles qui l'agitaient. Surveillez donc maintenant tous les ci-devant nobles et assurez-vous de tous ceux qui causeront le moindre désordre, soit

(1) Charles-Louis CHASSIN, *La préparation de la Guerre de Vendée (1789-1793)*, t. 3, Paris, Dupont, 1892, p. 46-47.

par leurs écrits, soit par leurs actions ». Et il termine sa lettre en demandant instamment des nouvelles de tout ce qui se passera à l'assemblée électorale².

Le département de la Vendée et ses alentours connaissent, en effet, des troubles depuis la Constitution civile du clergé et ceux-ci sont encore accentués lors de la préparation des élections à la Convention. Dans sa réponse du 30 août, Mercier lui apprend que deux cent cinquante insurgés et vingt-cinq à trente patriotes ont été tués dans des combats près de Bressuire³. Malgré cette « terrible insurrection » Mercier a cependant bon espoir que les patriotes soient nombreux à l'assemblée électorale et il a fait distribuer cinq cents copies d'une lettre du ministre de l'Intérieur pour cela. Ainsi, l'élection des neuf députés⁴ par l'assemblée des électeurs du département réunis le 2 septembre 1792 dans l'église paroissiale de la Châtaigneraie, se déroule sans véritable heurt, mis à part l'expulsion d'un royaliste notoire de la Chapelle Hermier qui fut « déclaré indigne et chassé »⁵.

Très vite, le département est néanmoins marqué par l'insurrection de mars 1793, au point qu'existe, dès cette époque, une certaine confusion entre la Vendée administrative et la Vendée insurgée ou Vendée militaire qui correspond également à tout ou partie des départements de Loire-Inférieure, Maine-et-Loire et Deux-Sèvres. L'ampleur de l'insurrection et son hostilité à la Révolution occultent la conduite de ses représentants⁶. La Vendée avait pourtant aussi des députés à la Convention.

Pourquoi analyser en particulier la conduite des représentants de la Vendée ? L'ambition est d'appréhender le comportement et les contraintes d'action des députés, au niveau local et au niveau national, mais également

(2) Le rapport en est fidèlement effectué par son cousin Jean-François Goupilleau entre le 3 et le 6 septembre 1792, AD Vendée, E dépôt 92, 1 II 6, vues 281-282.

(3) Des rumeurs circulent, au moment de la réunion des assemblées primaires, insinuant que la Législative continuerait de siéger en même temps que la Convention accomplirait son mandat spécial et que, par conséquent, il ne fallait pas réélire les députés sortants. Pour contrer cette manœuvre, les députés visés demandèrent l'envoi d'une lettre du ministère de l'Intérieur aux administrateurs du département et aux Amis de la constitution aux Sables d'Olonne. Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, p. 44. AD Vendée, E dépôt 92, 1 II 6, vues 280-281.

(4) Par ordre d'élection : 1- Jean François Marie Goupilleau (de Fontenay) (1753-1823) ; 2- Philippe Charles Aimé Goupilleau (de Montaigu) (1749-1823) ; 3- Joseph Marie Jacques Gaudin (1754-1818) ; 4- François Maignen (1754-1797) ; 5- Joseph Pierre Marie Fayau (1766-1798) ; 6- Joseph Mathurin Musset (1749/1750-1831) ; 7- Charles François Gabriel Morisson (1751-1817) ; 8- Charles Jacques Étienne Girard de Villars (1732-1799) ; 9- Louis Julien Garos (1739-1808). Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, p. 27. Procès-verbal AN, C 181, n°79.

(5) André MERCIER DU ROCHER, *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de Vendée*, présentés par Th. Rouchette, Loudéac, Y. Salmon éd., 1989, premier cahier à la date du 3 septembre.

(6) « *Les Bleus de Vendée* », *Revue de Recherches Vendéennes, Centre vendéen de recherches historiques*, 17, octobre, 2010, ne consacre par exemple qu'un seul article à un conventionnel : les missions de Goupilleau de Montaigu dans le Midi.

d'une manière plus générale, de mettre en évidence les relations qu'ils sont amenés à tisser entre eux du fait des événements. Ces hommes ont eu, en effet, des difficultés à déterminer leur conduite individuelle, comme la plupart des députés, mais ils ont eu à affronter les conditions particulières de la représentation d'un département en partie insurgé. Ce qui permet de poser la question d'une éventuelle députation collective.

Les députés vendéens se sont retrouvés dans une situation particulièrement périlleuse. La détermination d'une conduite politique face aux événements était une prise de risque imposée et nécessaire qui devait être minutieusement réfléchie parce qu'elle engageait leur avenir politique et peut-être leur survie.

Cette difficulté était d'abord d'ordre individuel, et ces députés ont été tentés d'intervenir directement et parfois maladroitement dans la conduite de la guerre civile, mais ils se sont aussi trouvés menacés dans leurs intérêts matériels et ils ont été également suspectés par leurs collègues. Comment les neuf députés de la Vendée ont-ils tenté de concilier leurs idéaux révolutionnaires et leur ancrage dans un territoire en grande partie insurgé avec lequel ils ont toujours maintenu des liens, notamment par la correspondance avec leurs électeurs et le personnel politique de leur département d'origine ?

Cette difficulté est aussi d'ordre collectif : ces hommes formaient-ils une députation avant l'insurrection ? Il s'agira de percevoir les liens qui existaient entre eux à travers les correspondances et les actions menées en commun à propos de la Vendée. On se demandera enfin si les événements étaient de nature à modifier les rapports et les relations entre ces députés. L'insurrection donne peut-être une forme spécifique à la représentation vendéenne.

C'est ce que doit révéler une analyse⁷ de leur comportement individuel et éventuellement collectif durant les trois années de la Convention, tout en portant une attention particulière au moment de l'insurrection, à partir du croisement systématique des données biographiques et politiques par le dépouillement de toutes les interventions politiques conservées dans

(7) Dans le cadre du projet Actapol lancé en 2011 et dont la coordination est assurée par Michel Biard, Philippe Bourdin et Hervé Leuwers dans le but d'éditer un dictionnaire prosopographique des conventionnels (1792-1795). L'objectif est de remplacer l'ouvrage ancien d'Auguste KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, Paris, Société d'histoire de la Révolution Française, 1916 ; reprint Brueil-en-Vexin, Éditions du Vexin Français, 1973, et de compléter la publication des dictionnaires de Edna H. LEMAY (dir.), *Dictionnaire des Constituants (1789-1791)*, Paris, Universitas, 1991, 2 vol. ainsi que le *Dictionnaire des Législateurs (1791-1792)*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2007, 2 vol.

les *Archives Parlementaires* et le *Moniteur*. Il sera donc possible de définir les députés les plus engagés ainsi que les plus hésitants mais également de mesurer leurs relations particulières à travers leurs correspondances⁸. Il s'agit en outre, de prendre la mesure de leur activité dans les comités et le rôle d'intermédiaires par les missions dans les départements et aux armées autrement dit de mieux comprendre la Convention et son fonctionnement⁹.

Pour y répondre, il est possible de suivre les grandes étapes de la Convention, des débuts de l'Assemblée au procès du roi, puis de l'insurrection de mars 1793 à la chute de Robespierre et, enfin, au moment de la réaction thermidorienne.

Des débuts de l'Assemblée au procès du roi

Les débuts de la Convention et le procès du roi sont l'occasion de brosser un portrait de groupe en partie inattendu.

Les députés vendéens élus à la Convention constituent un groupe social aux contours assez divers qui comprend essentiellement des professionnels de la médecine ou du droit investissant dans la terre¹⁰.

L'origine sociale des députés vendéens à la Convention

	Origine sociale (Profession du père)	Activité exercée avant 1789
Girard de Villars (1732-1799)	Docteur en médecine des universités de Montpellier et d'Angers, médecin des hôpitaux royaux et militaires, agrégé au collège royal des médecins de La Rochelle et d'Angers. Professeur d'anatomie et de chirurgie.	Seigneur des Fournils, avocat du roi au présidial de La Rochelle (1758), conseiller perpétuel de l'Université de Poitiers (1774).
Garos (1739-1808)	Fermier seigneurial.	Conseiller du roi en l'élection de Fontenay (1767).
Goupilleau de Montaigu (1749-1823)	Procureur fiscal et receveur des actes du marquisat de Montaigu.	Avocat au parlement de Paris (1772-1781), puis sénéchal de Rocheservière (1781).

(8) Notamment celle de Goupilleau de Montaigu d'une exceptionnelle densité mais qui n'est éditée que très partiellement pour la période. Cf. L'introduction de Mireille et Philippe BOSSIS, *Goupilleau de Montaigu – Les apprentissages d'un révolutionnaire vendéen (1763-1781)*, Gestes Éditions, 2006.

(9) Avec toutes les précautions méthodologiques qu'impose une recherche prosopographique sur un corpus restreint à quelques individus.

(10) Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Vers un ordre bourgeois ? Révolution française et changement social*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2007, p. 13. Le terme de « bourgeoisie rurale » est une catégorie informelle sujette à discussion : voir « Usages, équivoques et pertinence de la bourgeoisie rurale », p. 119.

Musset (1749/1750-1831)	Chirurgien à Legé.	Curé de Falleron (1778), pourvu d'un bénéfice en l'île de Bouin.
Morisson (1751-1817)	Docteur en médecine à Palluau.	Sénéchal de la ville et du marquisat de Cholet (1779), puis sénéchal des Essarts.
Goupilleau de Fontenay (1753-1823)	Notaire et procureur fiscal de la baronnie d'Apremont.	Dragon, puis hussard (1776-1779). Procureur et notaire à Montaigu (1779).
Gaudin (1754-1818)	Armateur, conseiller du roi, maire des Sables (1770-1781).	Officier dans une compagnie de garde-côtes pendant la guerre d'indépendance américaine (1779). Négociant et armateur aux Sables.
Maignen (1754-1797)	Avocat au parlement de Paris et au présidial d'Angoulême.	Fermier des terres du manoir de la Bruyère au Tallud-Sainte-Gemme, marchand de bestiaux et d'eaux-de-vie
Fayau (1766-1799)	Chirurgien à Rocheservière.	Avocat.

On observe donc une certaine diversité, non seulement parmi les métiers, mais aussi parmi les niveaux d'exercice des professions et un prestige différent. Ainsi, les pères de Fayau, Morisson et Musset n'avaient pas le prestige d'un Girard de Villars qui était un chirurgien réputé¹¹. Il en est de même pour les gens de loi.

Si tous sont propriétaires fonciers, leur aisance n'est pas de même nature car leur niveau de fortune est assez disparate, probablement entre 15 000 et 150 000 livres en 1789. Certains sont, en effet, déjà à ce moment, à la tête de solides fortunes acquises par héritages ou par de riches mariages mais aussi par des investissements dans la terre et dans des activités multiples fortement lucratives. Le plus aisé est sans conteste Garos qui a hérité de son père 69 010 livres¹² et possède des métairies, des marais dans la région de Moricq, ainsi que la maison noble du Puy de Magné lui assurant environ 9 000 livres de rente en 1789¹³. Il est, dès 1795, le douzième plus gros contribuable de Vendée¹⁴. Girard de Villars est lui aussi un important propriétaire puisqu'il possède la seigneurie des Fournils et de nombreuses métairies lui procurant plus de 6 000 livres de revenu avant 1789. À un niveau inférieur, Fayau dispose de 2 600 livres de rente¹⁵ à cette date. Les deux Goupilleau, plus modestes, ne doivent pas atteindre ce

(11) Hervé LEUWERS, « La robe révolutionnée », dans Jean-Pierre JESSENNE, *op. cit.*, p. 105-106.

(12) Garos avait reçu l'héritage paternel en 1773 en plus de l'héritage de sa première épouse, Philippe RIDOUART, *Louis Julien Garos (1739-1808), Vendéen régicide*, Thèse de l'Université de Poitiers sous la direction de J. Tarrade, Poitiers, 1985, p. 30.

(13) À sa mort en 1808, son livre de compte mentionne un revenu annuel de 12 470 francs.

(14) Philippe RIDOUART, *Louis Julien GAROS...op.cit.*, p. 183-184.

(15) AN, C 353, vue 1013.

niveau¹⁶. Maignen, gros fermier, fait figure de parvenu avec les huit fermes et métairies qu'il fait valoir en 1789. L'ensemble lui assure 1 000 livres de revenu, mais son activité de marchand de bestiaux et son commerce des eaux-de-vie, sans doute grâce à ses relations familiales avec Voulgézac (sa paroisse d'origine) près d'Angoulême, font rapidement augmenter sa fortune. Ces hommes montrent enfin leur capacité à mobiliser des stratégies d'enrichissement par les investissements fonciers réalisés avant 1789 et également au moment de la vente des biens nationaux.

Ils participent à l'achat des biens nationaux en 1790 et 1791. Ainsi, Maignen acquiert le 12 septembre 1790, avec ses frères, les trois principales fermes du manoir de la Bruyère au Tallud Sainte-Gemme qu'il faisait valoir jusque-là. Elles avaient été estimées à 83 000 livres en 1784¹⁷. En 1790 et 1791, il achète, par son « épargne et le succès de son commerce », encore quatre fermes ou métairies ainsi que soixante boisselées de terre dans le district de la Châtaigneraie¹⁸, ce qui fait grimper ses revenus à 7 000 livres. Girard de Villars a acheté en 1790 un moulin à eau sur la commune de Pouzauges, puis des terres ayant appartenu à l'abbaye de Fontevault pour 28 800 livres dès l'année suivante ; le tiers de la métairie de la Jarry près de Mouchamps pour 11 500 livres et enfin, des terres du Chapitre de Luçon pour 13 300 livres¹⁹. Garos réinvestit le produit de la vente de son office supprimé et remboursé par la nation (16 640 livres) dans l'achat de 35 000 livres de biens nationaux. Fayau est adjudicataire de biens dans le district de Montaigu pour 39 300 livres²⁰ ; Gaudin achète l'ancien couvent des Capucins des Sables d'Olonne avec son épouse, dont la valeur est estimée à 17 000 francs en 1819²¹. Goupilleau de Montaigu acquiert en mai 1791 des vignes qui appartenaient au doyenné de Montaigu²².

(16) Goupilleau de Montaigu laisse 2000 livres de rente à sa mort en 1823 (AD Vendée, 2Q 7077) et son cousin 2200 en 1823 (AD Vendée, 2Q 7078).

(17) Philippe RIDOUART, *op. cit.*, p. 110.

(18) AN C 353 vue 1013.

(19) *Ibidem*, vue 1005.

(20) *Ibid.*, vue 1013.

(21) AD Vendée 20 février 1819, 2Q 11867, mais la valeur du bien est sous-évaluée par les héritiers qui doivent payer un impôt supplémentaire.

(22) Bibliothèque municipale de Nantes, Collection Dugast-Matifeux, IIe série, n°61n Domaines nationaux pendant la Révolution, liasse Vendée ; C. GANDRILLON, « Philippe Charles Aimé Goupilleau de Montaigu (1749-1823) représentant en mission dans le Midi », *Recherches vendéennes*, 17, 2010, p. 131.

Ces hommes sont unis par des liens familiaux et amicaux²³. Les deux Goupilleau sont cousins, au point qu'il faut les distinguer par leur lieu de résidence²⁴. Ils entretiennent des liens de correspondance depuis leur adolescence²⁵ et surtout, depuis le début de la Révolution²⁶. Par exemple, le jour de l'élection à la Convention, Goupilleau de Fontenay écrit à son cousin « vous ne connaissez pas encore Garos sans doute, c'est un brave et honnête citoyen qui veut le bien de son pays »²⁷. Ils sont apparentés aux députés des assemblées précédentes²⁸.

Ils partagent le même enthousiasme révolutionnaire : six députés sont des anciens élus des assemblées précédentes ; Goupilleau de Montaigu fut député du tiers en 1789, les autres étaient élus à la Législative. Seuls Garos, Girard de Villars et Fayau sont élus pour la première fois. Ils ont embrassé les idées de la Révolution dès 1789, Girard est le président du Département, fondateur de la société ambulante des amis de la Constitution qui est affiliée dès sa création, au club des Jacobins. Si leur âge moyen est de 42 ans, Fayau est l'un des plus jeunes députés ; à 26 ans il est à peine plus âgé que Saint-Just, le benjamin de l'Assemblée.

Cette représentation vendéenne est donc parfaitement conforme aux autres députations. Une singularité se dégage néanmoins, la députation vendéenne est largement dominée par les montagnards²⁹.

En se basant sur les votes et les appels nominaux (morts du roi, accusation contre Marat, sur la commission des Douze, le 28 mai 1793), Françoise Brunel a identifié 267 montagnards sur 749 membres³⁰. Or

(23) Sur la question des réseaux et des espaces de sociabilité, Hervé LEUWERS, « Pratiques, réseaux et espaces de sociabilité au temps de la Révolution française », p. 41-55, dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, PUR, Rennes, 2005.

(24) Les sources confondent régulièrement les deux personnages.

(25) Mireille et Philippe BOSSIS, *op. cit.*, p. 202, supposent, sans véritable preuve, que les relations entre les deux hommes n'étaient pas toujours amicales.

(26) BM Nantes, Collection Dugast-Matifeux, Liasse 98, vingt-et-une lettres manuscrites du député à son cousin (11 mai 1789- 4 décembre 1790).

(27) BM Fontenay, I, II, 8.

(28) Garos est un proche parent de Jean-Gabriel Gallot, de François Thomas Baille de Germon ainsi que de Mathurin Joseph Séverin Pervinquier, tous trois députés du Poitou en 1789. Sa femme est la cousine germaine de Charles Cochon de Lapparent (1750-1825), député à la Convention. Maignen est également un parent du député Gallot.

(29) Albert SOBOUL (dir.), *Girondins et Montagnards* (acte du colloque de Paris, Sorbonne, 1975), Paris, Société des études robespierristes, p. 7-8. La définition de la Montagne s'effectue par opposition à la Gironde dont l'antagonisme remonte au conflit entre Brissot et Robespierre sur la question de la guerre fin 1791-1792 mais qui n'est pas à proprement parler un parti.

(30) Liste établie par Françoise Brunel dans Albert SOBOUL, *op. cit.*, p. 343, avec des différences par rapport à Alison PATRICK, *The Men of the First French Republic, Political Alignments in the National Convention of 1792*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1972, p. 26. Pour la Vendée, les mêmes députés sont identifiés en tant que montagnards par les deux auteurs.

la députation vendéenne en compte six sur neuf (contre trois sur onze en Maine-et-Loire ; deux sur huit en Loire-Inférieure ; un sur sept dans les Deux-Sèvres et la Mayenne). Seule une poignée de départements ont une proportion supérieure, c'est le cas de la Haute-Marne, (85 %), l'Ariège (83 %), la Marne (80 %), Paris (79 %), le Loir-et-Cher (71 %) et la Dordogne (70 %). Comment peut-on expliquer cette proportion dans un espace où l'hostilité à la Révolution sera majoritaire ? En effet si la domination montagnarde s'explique aisément pour Paris, les départements de l'Est menacés par l'invasion, les régions où la tradition anti-féodale est vivace, l'explication semble moins évidente pour la Vendée. Pour expliquer le ralliement à la Montagne, il est possible de chercher plusieurs explications. Tout d'abord, ces hommes se sont montrés sensibles à la crise économique et sociale³¹, ils se préoccupent de la question des subsistances. Garos est chargé en décembre 1790 du secours aux indigents par la municipalité de Fontenay³². Ce problème est également l'objet des premières interventions de Fayau à la tribune³³. De plus, ces juristes imprégnés du sens de l'État sont profondément choqués par la fuite du roi³⁴. Certaines particularités locales viennent ensuite se surajouter : ces hommes aisés, qui résident dans des petites villes localisées dans des régions très rurales, font partie d'une élite urbanisée qui est moins nombreuse que dans les autres provinces, ce qui facilite l'hégémonie des prêtres³⁵. Formés aux Lumières dans une terre de contre-réforme³⁶, ils sont hostiles au clergé réfractaire, voire anticléricaux comme Goupilleau de Montaigu³⁷. Une telle thématique est largement véhiculée dans les clubs de la région³⁸. Fayau est secrétaire de la Société ambulante des amis de la Constitution lors de sa fondation et l'auteur du premier arrêté contre les prêtres réfractaires le 5 mars 1792³⁹, Goupilleau

(31) Pour Roland CARRAZ, « Girondins et Montagnards, le cas Châlonnais », p. 177, dans Albert SOBOUL, *op. cit.*, l'émergence du programme montagnard est inséparable de la crise économique et de la menace extérieure.

(32) Philippe RIDOUART, *op. cit.*, p. 63.

(33) *Archives Parlementaires* tome LIII p. 65 en date du 30 octobre 1792 et tome, LIII, p. 659-661 le 29 novembre 1792.

(34) Cf. *infra* n. 49.

(35) Roger DUPUY, « La religion et les débuts de l'insurrection dans l'Ouest (mars-avril 1793) », dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *Religion et Révolution, Colloque de Saint-Florent-le-Vieil, 13, 14, 15 mai 1993*, Anthropos, 1994, p. 76.

(36) Girard de Villars et les deux Goupilleau sont d'ascendance protestante ; originaire de Charente, Maignen épouse la veuve d'un pasteur et abjure la veille du mariage.

(37) Sentiment partagé dans la plaine au sud du département, Jean-Clément MARTIN, *La Vendée et la France*, Paris, Seuil, 1987, p. 66-67.

(38) Comme l'a montré Claudy VALIN, *La Rochelle, La Vendée, 1793*, Ed. Le Croît vif, 1997, p. 98-99 qui a recherché les relations entre les clubs de la Rochelle, des Sables et la Société ambulante des amis de la Constitution.

(39) Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, t. 2, p. 236-237.

de Montaigu est l'un des premiers adhérents, Goupilleau de Fontenay est nommé président de la Société en novembre 1791 au club des Herbiers. La Société supplée ainsi le manque de centres urbains et organise la propagation des idées révolutionnaires. Néanmoins, cette participation est insuffisante pour expliquer le choix de la Montagne car Girard est le président de la Société en Vendée et Gaudin aux Sables. C'est surtout l'impact des événements de la Vendée qui justifie leur positionnement politique. En effet, Jean-Clément. Martin a souligné le tournant capital de l'hiver 1791-1792 en Vendée où le clivage entre Révolution et Contre-Révolution est lié au salut de la nation, devenu « un impératif catégorique »⁴⁰. Cette dimension radicale qui s'effectue dans les campagnes de la Vendée explique en définitive le choix majoritaire de la Montagne par les députés, les prémices de la guerre civile auxquelles ils assistent en 1792-1793 ne faisant ensuite que conforter ce choix. Les trois derniers députés se rangent parmi la Plaine, aucun n'est répertorié parmi les cent trente-sept girondins⁴¹, bien que Gaudin, armateur des Sables d'Olonne, soit proche de leur position et un temps suspect de fédéralisme⁴².

Leur activité politique à la Convention se mesure de deux manières. D'une part lors des interventions, quand les députés prennent la parole à la tribune, mais également par l'appartenance à la vingtaine de comités techniques ou décisionnels (Comité de salut public, Comité de sûreté générale). Elle est notable quand ils sont porte-parole des comités à l'occasion des rapports. Mais cette activité se mesure également dans les lettres envoyées en tant que représentants dans les départements et auprès des armées qui rendent compte à la Convention de leur mission⁴³. Le dépouillement des *Archives Parlementaires*⁴⁴ et du *Moniteur* pour la dernière année de la Convention permet d'établir un rapport d'activité des députés, de qualifier et de quantifier ce travail politique.

(40) Jean-Clément MARTIN, *op. cit.*, 1987, p. 105 et 124. Il propose de situer le commencement de la guerre de Vendée en janvier 1791 dans la commune de Saint-Christophe-du-Ligneron où l'on trouve les premiers morts du fait des oppositions à la Constitution civile du clergé et des interventions des gardes nationales, « La Révolution a coupé la France en deux », *L'Histoire*, 311, p. 36.

(41) Jacqueline CHAUMIÉ, dans Albert SOBOUL, *op. cit.*, p. 53.

(42) Cf. *infra* les accusations portées contre lui.

(43) Michel BIARD, *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*, Paris, Éditions du CTHS, 2002 et pour les missions antérieures à l'institutionnalisation des représentants en mission cf. Henri LIBERMANN, *Les commissaires de l'Assemblée législative et de la Convention depuis la révolution du 10 août 1792 jusqu'en avril 1793*, Paris, Jouve, 1926.

(44) Jusqu'au 30 brumaire an III (20 novembre 1794).

L'activité des députés de la Vendée à la Convention

	Interventions à la tribune	Rapports au nom des comités	Lettres envoyées en mission et lues à la tribune	Missions dans les départements ou auprès des armées
Goupilleau de Fontenay	142	6	16	6
Goupilleau de Montaigu	74	0	11	8
Fayau	67	6	4	2
Musset	20	3	16	4
Morisson	18	0	3	2
Gaudin	9	0	3	3
Garos	7	2	0	0
Maignen	7	0	0	0
Girard	5	0	0	0

Il est alors possible d'identifier trois types de députés.

Les plus actifs sont Fayau, Goupilleau de Montaigu et son cousin. Ils sont élus secrétaires à la Convention⁴⁵, ils choisissent les comités où les portent leurs goûts politiques et militaires, interviennent régulièrement à la tribune et sont souvent envoyés en mission. Goupilleau de Fontenay, qui se targue de son passé de dragon dans le régiment de Lauzun, est au Comité de la guerre puis suppléant au Comité militaire avant d'être élu au Comité de sûreté générale après Thermidor. Son cousin y siègera également. Fayau, préoccupé par la question des subsistances, est ainsi membre des Comités des secours publics, d'aliénation, d'agriculture et du commerce.

Viennent ensuite ceux dont la participation est plus modeste mais qui sont envoyés en mission et donc tenus souvent éloignés de l'activité de la Convention. C'est le cas de Musset, Morisson et Gaudin⁴⁶.

Et enfin les députés silencieux, qui sont quasiment muets et dont la participation se limite aux votes notamment lors du procès de Louis XVI. Ils ne totalisent aucune mission : c'est le cas de Garos, Maignen et Girard

(45) Fayau en août 1793, Goupilleau en pluviôse et ventôse an III.

(46) L'armateur des Sables d'Olonne et ancien de la guerre d'indépendance des États-Unis est logiquement membre du Comité de la marine puis du comité des Colonies.

de Villars. Ces députés limitent leur activité aux comités les plus techniques. Garos est suppléant au Comité de l'examen des comptes le 13 octobre 1792, titulaire le 25 juin 1793, puis siègera au Comité de liquidation de l'examen des comptes le 2 brumaire an II (28 octobre 1793).

Une première conclusion s'impose donc : la distinction opérée entre les députés actifs et silencieux ne recoupe pas l'opposition entre la Montagne et la Plaine. Les plus discrets (Garos, Maignen) s'affichent comme montagnards. Le silence ne peut donc pas toujours être interprété comme une forme de prudence ou une manière de traduire la difficulté du choix politique. La préparation du procès de Louis XVI et le procès lui-même sont les premières occasions de connaître les prises de position de la députation vendéenne à la Convention.

Lors de la préparation du procès, Fayau, Morisson et Gaudin justifient leur position dans des textes longs et argumentés, discours qui ne sont pas toujours prononcés à la tribune de la Convention mais qui sont imprimés et distribués⁴⁷. Morisson expose longuement sa position dans trois *Opinions* publiées, il s'agit de longues dissertations juridiques, sur le modèle des déclamations latines, pour s'opposer à la mise en jugement de Louis XVI : il ne peut être jugé parce que la loi ne peut être rétroactive, mais également parce que cette mesure se retournerait contre la Révolution. Le 13 novembre 1792, il écrit « Citoyens si vous le condamniez à mort, vous serviriez aux dépens de la liberté et de l'égalité la cause des prétendants, des ambitieux, quel que soit leur genre, vous serviriez les aristocrates eux-mêmes ». Il s'abstient donc de se prononcer lors des quatre votes. Gaudin défend l'appel au peuple et le bannissement en s'appuyant sur un argument pratique : vivant, Louis XVI est un otage commode ; mort, un autre prétendant revendiquera la couronne. À l'opposé, Fayau leur répond par une argumentation serrée qui dénonce les hésitations de l'Assemblée et vise sans doute implicitement ses collègues vendéens. « Chaque fois que l'assemblée [s'] occupe [du procès du roi], il y a des divisions et des factions : il peut détruire la République ». Il dénonce les « subterfuges et les sophismes pour ne pas condamner Louis XVI à mort ». C'est une allusion à son collègue Morisson qui semble le destinataire de cette philippique. Pour cette raison, il repousse l'appel au peuple.

Le résultat des quatre scrutins montre que six députés sur neuf se prononcent pour la mort du roi, sans sursis, ni appel au peuple. Goupilleau

(47) Les trois opinions de Morisson sont conservées aux Archives de la Vendée, elles ont été assez largement diffusées : BIB RES 117-2 ; 120-8 ; 120-9.

de Fontenay vote la mort car le roi est un justiciable comme les autres. « Je ne vois dans cette affaire de Louis Capet, qu'un homme coupable, qu'un conspirateur ». Seuls Girard et Gaudin⁴⁸ votent pour la détention pendant la guerre puis le bannissement à la paix. Gaudin est le seul à ratifier l'appel au peuple, car il affirme ne pas craindre la guerre civile⁴⁹. L'absence de lien entre les députés qui se taisent et le vote montagnard évoqué plus haut est manifeste dans le cas de Garos. Il n'intervient presque pas durant toute la législature pourtant, ses votes à la tribune sont d'une sécheresse remarquable : la mort, sans sursis. On connaît par ses papiers personnels, ce qui motive son vote. Cet ancien conseiller du roi est l'auteur du procès-verbal des délibérations de la municipalité de Fontenay lors de la nuit de Varennes⁵⁰.

Le procès du roi, s'il traduit quelques divergences au sein du groupe, montre une députation qui ne se distingue pas particulièrement au sein de l'assemblée, si ce n'est par un attachement à la République et aux montagnards. Les différentes prises de position ne traduisent pas de choix communs, la représentation vendéenne n'est pas tant une députation qu'une collection d'individus autonomes et indépendants. Et malgré les relations entretenues par ces députés, ils n'agissent pas en commun y compris lorsqu'ils sont sur des positions semblables. Les débuts de l'insurrection, en mars 1793 provoquent pourtant une profonde inquiétude et un malaise particulier chez ces neuf députés, ce qui est de nature à modifier leur fonctionnement.

De l'insurrection de mars 1793 à la chute de Robespierre

Lorsque la Convention décide la levée de 300 000 hommes en février 1793 pour faire face aux événements militaires, elle crée une situation nouvelle qui exacerbe des tensions existantes. La Convention parle alors de « la guerre de Vendée et des départements circumvoisins » abrégée en « guerre de Vendée » alors qu'il n'y a aucune unité entre les bandes armées, qui sont amalgamées dans la dénomination, et les foyers réduits à la seule Vendée, ce qui ne correspond pas à la réalité⁵¹. Les troubles qui éclatent ne peuvent laisser indifférente la députation vendéenne qui voit ses propres villes en proie aux troubles, c'est le cas autour de Montaigu, de

(48) Morisson s'abstient aux quatre votes conformément à ce qu'il avait annoncé.

(49) Pour les différents votes, se reporter aux AP, tome LVII.

(50) BM Fontenay, *Registre de délibérations* ; Philippe RIDOUART, *op. cit.*, p. 102.

(51) Jean-Clément MARTIN, « Les massacres de Machecoul », *AHRF*, n° 291, 1993, p. 33-60 et *La Vendée et la Révolution. Accepter le mémoire pour écrire l'histoire*, Paris, Perrin, 2007, p. 171.

Legé, et de Machecoul. Le district des Sables qui craignait l'insurrection a demandé des renforts dès le début mars⁵². En effet, chaque représentant demeure étroitement lié à ses réseaux de sociabilité locaux, à sa ville et son département. En temps ordinaire, les députés ont des liens multiples notamment par la correspondance avec les sociétés politiques et les autorités locales. Mais ils vont aussi, en temps extraordinaire, prendre des initiatives personnelles, diffuser localement les principes et les lois, particulièrement pendant la Terreur, où ils n'hésitent pas à « jouer un rôle d'arbitre voire d'intercesseur »⁵³. De ce point de vue, il est donc intéressant de s'interroger sur l'envoi des représentants vendéens dans leur département d'élection au moment du soulèvement.

Quelle est l'attitude initiale face à l'insurrection ? Les députés, inquiets de la tournure insurrectionnelle des événements, ont pris très vite la mesure du désastre qui menace. À cause de leur connaissance du pays et des hommes, ils prennent isolément des initiatives personnelles pour se porter en première ligne, parfois hâtivement.

Gaudin qui aurait essuyé un coup de feu dans l'enceinte de la Convention, lors de son vote au cours du procès du roi, avait demandé et obtenu un congé aux Sables en janvier 1793. Il s'y trouve lorsque l'insurrection éclate, les Sables abritent alors les républicains qui s'y réfugient. Il organise, de son propre chef, la défense de la ville en tant que commandant de la garde nationale, demande du secours de l'île de Ré et repousse l'attaque des insurgés. Il est alors nommé adjoint à la mission en Vendée pour la levée des 300 000 hommes et la défense des Côtes de La Rochelle le 13 avril 1793⁵⁴.

De leur côté, les députés les plus actifs n'ont de cesse d'être envoyés en mission dans leur département, arguant de leur connaissance du terrain et des habitants. C'est le cas de Goupilleau de Montaigu qui se trouve en mission dans les Vosges (Principauté de Salm) et demande à être envoyé en Vendée directement le 22 mars 1793, « là où il peut être utile à sa patrie ». Le rappel est décrété, il est adjoint aux commissaires envoyés en Vendée « afin de les aider par ses connaissances locales à détruire le parti des rebelles ». Il se trouve aux Côtes de La Rochelle en avril 1793, mais est de retour à Paris, en mai, après la prise de Fontenay, pour alerter la

(52) Pour l'entrée en guerre cf. Jean-Clément MARTIN, *op. cit.*, 1987, p. 32-37 ; Claudy VALIN, *op. cit.*, p. 184-187.

(53) Michel BIARD, « Paris/provinces. Le fil conducteur des pouvoirs, rouages et dysfonctionnements », p. 71, dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, PUR, Rennes, 2005.

(54) *Id.*, *Missionnaires de la République, op. cit.*, p. 512.

Convention. En juillet, il sollicite et obtient un congé pour retourner en Vendée⁵⁵. C'est aussi le cas de Goupilleau de Fontenay qui alerte le Comité de salut public sur les événements de Vendée. Envoyé pour la levée des 300 000 hommes, il est, lui aussi, sur les côtes de La Rochelle. Il se heurte violemment aux généraux Rossignol et Westermann sur la conduite de la guerre, ce qui le pousse à suspendre le premier à qui il reproche les pillages et le manque de discipline⁵⁶. Fayau est envoyé à son tour en août 1793 dans les Deux-Sèvres et en Vendée pour la levée en masse⁵⁷.

Ces comportements illustrent la volonté des représentants de se battre pour servir leurs convictions républicaines, ce qui traduit, par une implication grandissante sur le terrain, une initiative personnelle corrélée à une certaine dose de courage. Ainsi, Gaudin prend la direction de la garde nationale des Sables, sa conduite lui vaut la mention honorable au Bulletin de la Convention. Les deux Goupilleau, lors de la prise de Fontenay le 25 mai 1793, n'échappent que de justesse à la capture après s'être battus avec intrépidité⁵⁸. En septembre 1793, une lettre de Westermann rend compte de la conduite exemplaire de Fayau près de Saumur, qui a chargé à la tête de la cavalerie alors qu'il était blessé à la tête.

Leur ancrage dans le département laisse entrevoir aux députés l'ampleur de l'insurrection, Goupilleau de Fontenay dénonce un plan concerté contre la République. Néanmoins, cette inquiétude se double d'une incompréhension face à l'absence de mesures énergiques prises par l'Assemblée en ce printemps 1793. Goupilleau de Montaigu fait ainsi part de son malaise à son collègue Maignen après les premières défaites républicaines :

« C'est la douleur dans l'âme et la honte au front que je t'écris. On a persisté, malgré toutes mes réclamations, à traiter cette guerre comme une simple révolte. Je te dis, moi, que c'est un volcan qui épouvantera la République toute entière, si l'on ne parvient à l'éteindre. Il y a de grands coupables ou de grands aveugles au sein de la Convention ; et, dans le

(55) *Id.*, p. 518.

(56) *Id.*, p. 517. Sur l'arrestation de Rossignol, Service Historique de la Défense (Vincennes), B 5/6-42, lettre du 29 août 1793.

(57) *Id.*, p. 502.

(58) Relation par Goupilleau de Montaigu, AD Vendée, E dépôt 92, 1 II 7, vues 89-90 et Roger VALLETTE, « Journal d'un Fontenaisien sous la Terreur », *Revue du Bas-Poitou*, 1899, 2, p. 252 ; Charles-Louis CHASSIN, *La Vendée Patriote (1793-1800)*, 1, Paris, Dupont, 1891-1900, p. 401-402.

moment de crise suprême où nous sommes, c'est être criminel que d'être aveugle, quand on a le pouvoir en main »⁵⁹.

Cette inquiétude naît aussi de leur lien avec le territoire insurgé. C'est dans les rapports étroits que ces hommes entretiennent avec leur département d'élection qu'ils puisent leur analyse alarmante. Ils éprouvent aussi une inquiétude pour leurs familles et leurs biens. Cette volonté d'aller en Vendée s'explique donc par la situation militaire mais également par le danger encouru à la fois par leurs proches et leurs propriétés qui sont menacées par les bandes armées. Leurs correspondants les alertent sur l'ampleur des destructions. Une telle conduite allie donc l'intérêt politique et la défense des intérêts personnels, ce qui les mène à des erreurs d'appréciation aux lourdes conséquences. L'inquiétude est fondée, le frère de Musset réchappe de justesse au massacre de Machecoul et ne doit la vie sauve qu'à ses compétences de chirurgien⁶⁰. Goupilleau de Montaigu justifie sa demande de congé pour aller au secours de sa famille et se battre car depuis quatre mois son épouse, ses fils et ses biens sont au pouvoir des insurgés. La Convention « ne me fera pas l'injustice de me refuser un congé pour aller au secours de ma famille et sauver les débris de ma fortune »⁶¹ écrit-il. Le père du député Fayau est massacré au début de l'an II⁶² dans la région de Nantes. Les biens sont attaqués en raison de l'engagement révolutionnaire de leur propriétaire : Girard de Villars voit sa maison de Fontenay mise à sac en mai 1793, ainsi qu'une riche bibliothèque héritée de son père de 5 000 ouvrages. Les métairies sont brûlées et les députés ne toucheront plus les fermages mettant ainsi ces hommes aisés dans une gêne financière inconnue jusqu'alors.

Par leur correspondance, ils font le lien entre leur département et la Convention ou le Comité de salut public. Goupilleau de Montaigu est en relation avec Dillon, le président du département, il annonce à son correspondant Mercier du Rocher les principales mesures décidées pour la Vendée. Garos, dont nous avons souligné la discrétion à l'Assemblée, entretient une intense correspondance qui témoigne de son activité politique. Le 19 mars 1793, il écrit au président de la société populaire de Niort qu'il est allé chez

(59) Charles-Louis CHASSIN, *Ibidem*, p. 401, lettre de la collection Fillon dans l'inventaire d'Étienne Chavaray, t. I, p. 158, mai 1793.

(60) Lettre de Goupilleau de Montaigu, 4 mai 1793, Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, t. 3, 1892, p. 355.

(61) Lettre datée du 7 juillet 1793, AP, tome LXVIII-371.

(62) Comme il l'atteste lui-même en vendémiaire an IV, AN, C 353, vue 1004.

le ministre de la Guerre pour demander l'envoi de troupes en Vendée⁶³. Ces rapports étroits dont témoignent ces différentes correspondances, sont bien loin d'une vision centralisée de la Convention, ils sont au contraire, le reflet d'un échange d'informations entre le département d'origine et les députés élus du département.

L'insurrection modifie également les relations des députés vendéens entre eux. L'analyse des correspondances montre que la singularité des événements pousse les députés à œuvrer en commun. Les représentants en mission Goupilleau se trouvent ensemble dans les combats de Fontenay en mai 1793. Goupilleau de Fontenay se replie sur le pays d'Olonne où séjourne Gaudin et l'informe des opérations militaires⁶⁴ malgré le peu d'estime qu'il a pour lui⁶⁵. Ils se font également les intermédiaires de leurs collègues. Goupilleau de Montaigu écrit ce qui se passe à Maignen, resté à Paris, et lui demande d'accélérer l'envoi de troupes⁶⁶. Après la prise de Fontenay, Garos, Maignen, Musset, Fayau reçoivent les délégués de la ville avec sympathie et les assurent de leur soutien. Pour la première fois, il apparaît que ces hommes, poussés par la nécessité et par-delà leurs différences politiques, constituent une forme de députation aux actions communes.

Malgré cette intense activité, les députés se retrouvent dans une situation difficile. À cause de leur lien avec la Vendée, ils sont rapidement suspects aux yeux de leurs collègues qui réagissent vivement en les accusant de complicité et de double jeu.

Ces hommes, issus des familles aisées du département, possèdent en effet des attaches familiales, voire des liens amicaux, avec les insurgés. Goupilleau de Fontenay a un frère curé réfractaire qui meurt en prison, son beau-frère, René Gautier, notaire et procureur de Venansault, est un chef des insurgés en mars 1793. Le curé Noeau, tué en 1793, est un ami de Musset et beau-frère de son frère.

Une telle situation engendre une accusation de bienveillance voire de connivence à l'égard de l'insurrection et leur vaut d'être dénoncés. Avec la succession des défaites dans le camp républicain, leur position

(63) DS E/2 Supt. M3, lettre 149.

(64) SHD, B 5/5-74 : dans une lettre du 1er juillet 1793, Goupilleau de Fontenay informe Gaudin que les généraux Boulard et Biron vont se porter au secours de Nantes.

(65) Cf. *infra* l'accusation portée par Goupilleau de Fontenay contre Gaudin à son retour à Paris.

(66) Correspondance de Goupilleau de Montaigu avec Maignen (plus de dix lettres entre juin et juillet 1793 sont conservées) et Mercier du Rocher : BM Nantes, Collection Dugast-Matifeux, catalogue des manuscrits, tome 1, Nantes, 1901.

se dégrade rapidement à la fin de l'été 1793. Ainsi, le 12 août 1793, lors de la discussion sur les secours à attribuer au département de la Vendée, Morisson qui appuie le texte, est accusé pour les accointances supposées de sa femme avec les insurgés. Ceux-ci auraient assuré son épouse qu'ils ne toucheraient pas à ses propriétés. Morisson voit les secours refusés et l'affaire renvoyée au Comité de sûreté générale pour examen. Goupilleau de Montaigu est accusé, le 28 août 1793, pour son attitude durant son congé, lorsque sa femme et ses enfants étaient aux mains des insurgés⁶⁷, il est rappelé. Le même jour, Goupilleau de Fontenay, qui se trouve en mission, est accusé à son tour par Bourbotte. Lors de sa mission dans l'Ouest, il a accusé le général Westermann de pillages inutiles et a destitué le général Rossignol. Bourbotte l'accuse « d'avoir sacrifié les intérêts de la République aux considérations de localité ». Rossignol est maintenu dans ses fonctions et Goupilleau de Fontenay rappelé. Malgré le soutien de Robespierre, il est renvoyé, sur proposition de Danton, devant le Comité de salut public où il n'aura pas la possibilité de se justifier⁶⁸. Gaudin est, quant à lui, suspecté de fédéralisme le 12 septembre 1793. En mission aux Sables, il est rappelé sur proposition de Bourdon de l'Oise et de Goupilleau de Fontenay qui rappellent qu'il est parti en mission avant l'expulsion des trente-deux girondins le 2 juin 1793, qu'il a intrigué avec son frère, et « induit en erreur les habitants des Sables sur la révolution du 31 mai. Il est venu trouver Goupilleau [de Fontenay] et Bourdon pour leur dire que les trente-deux n'étaient pas coupables et qu'il ne voulait pas retourner à la Convention pour les juger ». S'il n'a pas été dénoncé plus tôt, c'est qu'il avait promis de donner sa démission. Il est de nouveau accusé le 14 ventôse an II (4 mars 1794), et dans la discussion sur les indemnités pour des habitants de la Vendée, Gaudin s'oppose à Carrier, et évoque sa conduite pour justifier l'existence de patriotes en Vendée. Il est interrompu par Bourdon de l'Oise qui lui reproche « d'avoir appuyé le côté droit dans sa marche contre-révolutionnaire » ; d'avoir, lors de sa mission en Vendée « parcouru les assemblées primaires pour faire rejeter la constitution au lieu de lutter contre le brigandage »⁶⁹. Le pourtant très discret Garos est lui-même soupçonné alors qu'il ne quitte pas Paris. Le 30 germinal an II, il est obligé de passer par des relations pour informer le Comité de salut public

(67) Jean-Clément MARTIN, *op. cit.*, 1987, p. 98 évoque les identités douteuses des patriotes qui continuent de vivre au sein de la Vendée insurgée.

(68) AP, tome LXXIII-224.

(69) *Moniteur*, 15 ventôse an II (5 mars 1794). AP, tome LXXXVI-67.

de ce qui se passe en Vendée car il est suspect aux yeux de ses membres⁷⁰. Son analyse est très lucide sur les limites de son action et celle de ses collègues : « Aucun de nous, mon bon ami, n'ignorait toutes les horreurs, toutes les abominations qui se commettaient dans notre malheureux pays. Il n'est aucun de nous qui n'ait été s'en plaindre au Comité de Salut public, soit particulièrement, soit en corps, soit avec les commissaires envoyés par les sociétés populaires de Fontenay, Luçon et Niort. Mais sous prétexte que nous étions du pays, que nous étions propriétaires, le Comité pensait que nous ne cherchions qu'à ménager nos propriétés. Et par cette raison nous ne lui inspirions qu'une très faible confiance. Il n'était même guère possible que nous lui inspirassions de la confiance parce qu'il recevait d'ailleurs des instructions absolument opposées aux nôtres. De sorte qu'il flottait dans une sorte d'incertitude continuelle sur tous les événements affreux qui se passaient dans nos contrées ». Il félicite son correspondant pour les lettres qu'il lui fait parvenir et qu'il s'empresse de remettre au Comité pour qu'il change de politique en Vendée. Il pense, de cette manière, contourner la méfiance qui s'exerce à l'encontre de toute la députation vendéenne.

Pour la Convention et les Comités, le constat est clair : une erreur a été commise, il ne faut pas envoyer les représentants dans leur département. Les députés sont alors contraints d'adopter une nouvelle posture face à la situation.

Celle-ci impose un changement dans l'attitude politique face à l'insurrection vendéenne.

Il s'agit tout d'abord de se défendre face aux attaques. Les députés mis en cause tentent, parfois en vain, de justifier leur action et leur conduite en Vendée. Lors d'une séance aux Jacobins au début de 1794, alors que Goupilleau de Fontenay cherche à se justifier, est évoquée l'erreur qui consiste à envoyer des députés « en qualité de commissaires dans des départements où sont leurs propriétés, leur famille et toutes leurs anciennes habitudes et connaissances ». Goupilleau se voit reprocher d'avoir craint de perdre ses propriétés si les mesures prises à l'encontre des insurgés étaient appliquées. « Ce sont des patriotes, mais des hommes inférieurs à leur tâche » conclut un membre⁷¹. L'insulte est sévère, mais elle ne remet pas en cause leur sentiment révolutionnaire et leur attachement à la République, ce qui leur permet d'échapper à l'échafaud. Gaudin se justifie auprès du Comité de sûreté générale et fait imprimer sa réponse, « il était le plus

(70) Archives de la Vendée, INUM 24/1, lettre datée du 30 germinal an II.

(71) *Moniteur*, 21 nivôse an II (10 janvier 1794).

cruel ennemi des insurgés c'est pourquoi ses ennemis ont cherché à le perdre ». Fayau, pourtant peu suspect de sympathie à son égard ne l'accuse pas lorsqu'il épure l'administration municipale des Sables⁷².

Une certaine discrétion l'emporte alors pour toute la fin de la Convention montagnarde. Échaudés par la situation de l'été 1793, les députés cherchent à faire oublier les accusations portées contre eux. Ainsi, Gaudin reste-t-il silencieux et n'intervient plus qu'une seule fois à la tribune entre mai 1793 et l'été 1794. Nous avons vu qu'il est aussitôt accusé de connivence avec les insurgés et de ne pas défendre les intérêts du peuple. Les députés les plus actifs prennent soin de ne plus intervenir sur la Vendée pour ne pas rappeler les accusations. Lorsque Goupilleau de Montaigu accuse Pichard, l'ancien procureur général syndic du département qui vient d'être acquitté par la commission militaire de Fontenay-le-Peuple, il prend soin de s'appuyer sur Fayau dont la conduite n'est pas mise en cause par l'Assemblée ni par les Comités. Goupilleau de Montaigu, Fayau, Morisson, Maignen et Musset sont ensuite témoins à charge lors de son procès en germinal an II (avril 1794). Les quatre autres députés vendéens s'abstiennent, quant à eux, d'intervenir. Certains, en tant qu'anciens collègues de Pichard, ne veulent pas prendre le risque d'accroître les soupçons de collusion qui planent sur eux⁷³. Néanmoins, l'action commune des députés montre une certaine spécificité de la députation vendéenne : malgré leurs divergences politiques, ils mènent une action commune dans les affaires en lien avec la Vendée. Il est probable qu'en plus de donner du poids à leur accusation, cette action commune limite les risques de mise en accusation et donc le péril qui les menace après l'échec de leurs initiatives personnelles.

Après la tourmente de l'été 1793, leur action se tourne par conséquent vers d'autres parties du territoire où ils ne seront pas suspectés, ils sont envoyés loin de leur département. Goupilleau de Fontenay est en mission auprès de l'armée du Nord, puis auprès de celle des Pyrénées-Orientales. Goupilleau de Montaigu est envoyé à plusieurs reprises dans le Midi. La leçon a été retenue, les missions effectuées les tiennent éloignés de la Vendée. Il est caractéristique que Musset, qui n'a pas été envoyé dans son département et n'a prudemment jamais évoqué le sujet à la tribune⁷⁴,

(72) Charles-Louis CHASSIN, *La Vendée et la Chouannerie*, op. cit., t. 4, p. 13 qui cite le compte rendu du 15 vendémiaire an II, AN, AD, 16, 79.

(73) Garos était par exemple officier municipal de Fontenay en 1790 quand Pichard était maire.

(74) Son état ecclésiastique et ses alliances familiales lui auraient valu une accusation de connivence certaine.

n'a été ni suspecté ni accusé à la Convention. Fayau constitue néanmoins une exception notable parce qu'il applique de manière implacable les principales mesures terroristes. Il continue sa mission à l'automne 1793 à la poursuite de Bonchamps et d'Elbée puis annonce à la Convention la fuite des insurgés vers la Loire. « Nous allons diriger notre marche vers le lieu de passage et nous les écraserons sur la rive ou nous les noierons dans le fleuve »⁷⁵, écrit-il en vendémiaire. De retour à l'Assemblée, il demande la poursuite des mesures terroristes « on n'a point incendié dans la Vendée ; la première mesure à prendre est d'y envoyer une armée incendiaire » dit-il, avant d'ajouter « il faut que pendant un an nul homme nul animal ne trouve de subsistance sur ce sol »⁷⁶.

L'épisode de la guerre civile provoque donc bien un malaise chez ces députés, ardents révolutionnaires qui se trouvent attaqués dans leurs biens en Vendée et accusés à la Convention malgré — ou à cause de — leur initiative personnelle. Finalement, ils n'ont pu faire valoir leur opinion, en dépit de leurs demandes répétées pour dissiper les soupçons qui pèsent sur eux, provoquant une amertume et des rancunes notamment contre les membres du Comité de salut public. Le moment de Thermidor correspond donc pleinement au souhait de la majorité de ces députés.

La difficulté à déterminer une position politique atteint sans doute son acmé dans les jours qui précèdent immédiatement l'arrestation de Robespierre. Thermidor correspond au retour de la décision de l'Assemblée quand le Comité de salut public avait peu à peu absorbé toute autorité. Ce retour partiel sur les mesures de la Terreur va remporter l'assentiment et le soutien de la plupart des députés vendéens qui épousent alors les divisions politiques de la Convention thermidorienne⁷⁷. Ces hommes, comme de nombreux autres députés, étant à la fois les acteurs de la Terreur, les acteurs du 9 Thermidor et les refondateurs de la Constitution de l'an III⁷⁸. Il est donc légitime de se demander quelle forme prend la députation vendéenne dans les alliances et les divisions de la Convention thermidorienne.

(75) Correspondance du 27 vendémiaire an II (18 octobre 1793).

(76) *AP*, tome LXXVIII-605 et 606 ; *Moniteur*, 20 brumaire an II (10 novembre 1793).

(77) Sergio LUZZATTO, *L'Automne de la Révolution. Luites et cultures politiques dans la France thermidorienne*, Paris, Champion, 2001.

(78) Bronislaw BACZKO, *Comment sortir de la Terreur ? Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1989 propose une grille de lecture qu'il est intéressant d'apposer au comportement des députés vendéens.

Après la chute de Robespierre

La prudence et la discrétion évoquées, qui traduisent la difficulté à déterminer une conduite politique, se concrétisent au moment de Thermidor. Des députés comme Gaudin ou Morisson se taisent. Musset est absent de la Convention dans les jours qui précèdent l'arrestation de Robespierre, il se marie et se défroque, dans la plus grande discrétion⁷⁹. Son absence lui évite de faire des choix qu'on pourrait lui reprocher par la suite, notamment son application des mesures terroristes en Seine-et-Oise. Au contraire, les deux cousins Goupilleau, les députés les plus actifs de la représentation, participent activement aux événements. Goupilleau de Fontenay qui a été blâmé par le Comité de salut public est un homme important de Thermidor. Il anticipe la chute de Robespierre et dans les jours qui précèdent le 9, il intervient pour plaider des mesures de clémence et prône la réintégration de deux administrateurs de Valenciennes, injustement accusés puis l'élargissement d'un cultivateur emprisonné sans motif⁸⁰. Son cousin fait arrêter, sous les applaudissements, Fleuriot-Lescout, maire de Paris, et Louvet, du tribunal révolutionnaire, qui vient de l'insulter au Comité de salut public⁸¹. Finalement, tous les députés vendéens se rallient à Thermidor.

Débute alors une activité tous azimuts des députés vendéens qui participent à la dénonciation de la Terreur mais réclament également le maintien d'un gouvernement révolutionnaire d'exception.

Pour Goupilleau de Fontenay, cette dernière année correspond aux deux tiers de son activité à la tribune⁸². Il devient membre du Comité de sûreté générale (du 14 thermidor an II au 15 brumaire an III) qui exerce les fonctions de police de Paris et possède mandat sur tout le territoire au moment où diminuent les prérogatives du Comité de salut public. Son cousin intègre ce même Comité de frimaire à germinal an III.

Dans une volonté de revanche, ils dénoncent la Terreur, opportunément réduite au seul Robespierre, ce qui leur permet de régler des comptes. Goupilleau de Fontenay dénonce le peintre David à la tribune et aux Jacobins, il le remplace au Comité de sûreté générale. Il fait arrêter le général Westermann le 2 août, satisfaisant ainsi, manifestement, une revanche personnelle sur les événements d'août 1793. Goupilleau de Montaigu dénonce le représentant en mission Maignet qui a incendié Bédoin dans

(79) Mais il épouse Marguerite Tellier, une parente de Laurent Lecointre.

(80) *AP*, tome XCII-358 ; tome XCIII-178.

(81) *Ibidem*, tome XCIII-589 ; *Moniteur*, 12 thermidor an II (30 juillet 1794)

(82) Soit 83 interventions sur les 142 recensées pendant la législature.

le Midi⁸³. Musset dénonce Couthon et les Robespierriéristes dans le Cantal où il est en mission⁸⁴. Même les plus hésitants et les moins politiques, partisans du juste milieu, républicains sincères mais prudents, ont une activité qui connaît son apogée à partir de ce moment : Maignen, dans l'une de ses seules interventions, le 8 vendémiaire an III (29 septembre 1794), accable Turreau soutenu par Carrier. Maignen rappelle qu'il a été appelé « protecteur des brigands » et attaque Robespierre, il obtient la mise en accusation de Turreau « qui au lieu de chercher Charette a tout égorgé ». Gaudin accuse également Turreau quelques jours plus tard d'avoir eu le projet de brûler la ville des Sables⁸⁵. À nouveau dans le procès de Carrier⁸⁶, qui devient le symbole de la répression vendéenne, les 3 et 4 frimaire an III (23 au 24 novembre 1794), Maignen fait observer : « je demande que la Convention nationale recherche scrupuleusement les complices de Carrier. Mes relations continuelles dans le malheureux pays de la Vendée me donnent lieu de croire qu'il en existe principalement parmi les généraux de l'armée de l'Ouest, qui ont commandé l'exécution des ordres les plus barbares et ont cherché à prolonger une guerre cruelle ». Il est soutenu par Morisson, Garos et Gaudin pour lesquels Carrier a ignoré volontairement qu'un quart du département était fidèle à la République⁸⁷, mais également, de manière paradoxale, par Fayau. Ce sont donc à la fois les députés les plus modérés, les plus discrets et celui qui a appliqué avec zèle les mesures terroristes qui agissent ici de concert. Les actions communes et parfois de circonstance au moment de l'insurrection, ont une traduction concrète et politique au moment de Thermidor.

Ainsi, fort logiquement, des députés vendéens sont-ils à l'origine du projet d'amnistie des Vendéens insurgés⁸⁸. Les trois membres de la Plaine, Gaudin, Girard de Villars et Morisson, présentent au Comité de salut public avec Delaunay, Menuau, Dandenac, Talot, Lofficial et Jard-Panvillier, le 12 frimaire an III (2 décembre 1794) un exposé de la situation

(83) *Moniteur*, 17 frimaire an III (7 décembre 1794).

(84) *AP*, tome C-351 ; *Moniteur*, 15 brumaire an III (5 novembre 1794).

(85) *Ibidem*, tome C-107. Sur l'enjeu que représente Turreau, voir Jean-Clément MARTIN « Le cas de Turreau et des colonnes infernales. Réflexion sur une historiographie », dans *La plume et le sabre*, Mélanges en hommage à Jean-Paul Bertaud, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 237-248.

(86) Jean-Clément MARTIN, « Le procès Carrier, un procès politique ? », dans Emmanuel Paul LE ROY LADURIE (dir.), *Les grands procès politiques*, Paris, Éd. du Rocher, 2002, p. 67-80 ; Corinne GOMEZ-LE CHEVANTON, « Le procès Carrier », *AHRF*, n°343, janvier-mars 2006, p. 73-92.

(87) Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, 4, p. 620-621.

(88) Leurs signatures se trouvent sur le manuscrit de huit pages qui prépare le projet et qui est rédigée la veille, Charles-Louis CHASSIN, *op. cit.*, p. 662. Tous les signataires sont des députés de l'Ouest et aucun n'était régicide.

et des mesures propres à terminer la guerre civile « due aux prêtres et aux nobles réunis »⁸⁹, ils y accusent également Robespierre d'avoir entretenu la guerre. Bien que sceptiques sur les chances de réussite, ils sont envoyés dans l'Ouest, à l'exception de Girard qui est trop âgé, pour négocier la paix de La Jaunaye et promouvoir l'amnistie⁹⁰. Gaudin et Morisson mènent alors en Vendée une action concertée comme en témoigne leur correspondance avec Charette⁹¹ mais aussi une lettre envoyée au général Canclaux pour l'obtention des troupes nécessaires à la pacification du pays⁹². Maignen est en relation continue avec eux et les rencontre à chaque fois que les représentants se trouvent à Paris⁹³. La députation vendéenne montre ici une alliance politique cohérente entre les députés les plus modérés du groupe.

Néanmoins, il serait réducteur de penser que les conventionnels vendéens défendent l'exact contraire de la politique qu'ils ont soutenue en 1793 ; les positions individuelles traduisent une complexité de l'évolution du parcours politique. Dans un long rapport, au nom des Comités de salut public et de sûreté générale réunis, Goupilleau de Fontenay se prononce pour le maintien du gouvernement révolutionnaire et l'application de la loi des suspects⁹⁴. Quant à Goupilleau de Montaigu, qui avait fait libérer les suspects dans le Vaucluse, il décrit la Terreur Blanche qui s'abat contre les agents de l'ancien gouvernement révolutionnaire. Il dépeint, avec effroi, ce Midi où il a effectué quatre missions : « Naguère, on tonnait contre les satellites de Robespierre qui ont teint toute la France de sang, et ceux qui les dénonçaient à l'Europe entière comme des égorgeurs sont devenus plus égorgeurs encore »⁹⁵. Il ne reconnaît plus le pays qu'il avait parcouru lors de sa première mission : « Aujourd'hui est terroriste celui qui est attaché aux principes de la Révolution et moi, tu ne t'en douterais peut-être pas, je passe pour un des plus grands terroristes de la République. J'ai vu comme toi la Vendée commencer son insurrection. Cette guerre n'avait point de symptômes aussi effrayants que j'en ai remarqués dans la Lozère et le

(89) *Ibidem*.

(90) Claude-Pierre DORNIER, *Une mission en Vendée militaire*, Tallandier, 1994, p. 149, p. 168, p. 181.

(91) Cf. correspondance de Gaudin, SHD, B 5/11-47 ; réponse de Charette en date du 31 mai 1795, AD Vendée, 1 J 1858.

(92) SHD, B 5/16-48, Lettre à Canclaux du 19 floréal an III qui réclame 10 000 cavaliers.

(93) Claude-Pierre DORNIER, *op. cit.*, p. 193 et p. 375.

(94) « Vous ne vous attendiez pas que les événements du 9 deviendraient pour les aristocrates une occasion de comprimer le mouvement révolutionnaire : ce sont les patriotes victimes d'erreurs qui seront relâchés ». AP, XCV-266-269 ; *Moniteur*, 2 fructidor an II (19 août 1794).

(95) Lettre à Rovère, 14 prairial an III, de Montpellier, citée par Albert MATHIEZ, *La réaction thermidorienne*, Colin, 1929, p. 232.

Vaucluse⁹⁶». Il revendique son appartenance à la Montagne et critique ainsi, de façon à peine voilée, les nouvelles autorités en place qui laissent faire, de même que les représentants en mission⁹⁷ qui sèment parfois la guerre civile dans le sens inverse de l'an II⁹⁸.

Cependant, seul Fayau revendique publiquement son attachement à la Montagne, il est l'un des animateurs des « Derniers Montagnards » désignés de façon péjorative comme les « Crétois ». Après un certain flottement et l'illusion que l'élimination de l'ultime faction pouvait résoudre les problèmes, Fayau intervient surtout au Club des Jacobins, d'où il fait renvoyer Tallien, pour la défense des sociétés populaires. Sa dernière grande intervention à la tribune est un long discours sur l'égalité et la nécessité du partage dans les ventes de biens nationaux pour qu'elles bénéficient aux pauvres. Ces « Derniers Montagnards » ne se rassemblent pas avant le printemps de l'an III et seront actifs en germinal et prairial, au moment de l'offensive contre les sociétés populaires. Fayau est ainsi l'un des cinquante signataires de l'appel de Laurent Lecointre et au début de prairial, il est arrêté et emprisonné jusqu'à la fin de la législature. Il est compris dans l'amnistie votée le 4 brumaire an IV, à la fin de la Convention. Au même moment, son collègue Musset félicite l'assemblée lors des événements de Prairial alors qu'il avait épuré et réorganisé ces mêmes sociétés populaires sous la Terreur. Ces palinodies illustrent l'attitude de ceux que Pierre Serna définit comme les girouettes de l'assemblée⁹⁹ et qui trouveront toutes les justifications pour conserver leur fonction politique.

La fin de la Convention rend nécessaire pour beaucoup de députés une justification des actions passées mais surtout des positions qui, en 1795, doivent servir à l'évaluation des conduites futures. En vendémiaire de l'an IV, une déclaration doit permettre de connaître le montant du patrimoine des députés, évalué avant et depuis l'élection à la Convention. Tous ne remplissent pas cette obligation, mais, pour la Vendée, quatre députés se livrent à cet exercice, avec des objectifs diamétralement opposés : il s'agit de Girard, Maignen, Garos et Fayau. À cette occasion, Garos¹⁰⁰ déclare qu'il a beaucoup perdu à cause de la Révolution, notamment lors de la prise de Fontenay le 25 mai 1793, lorsque ses propriétés ont été vandalisées.

(96) Lettre à Rovère, 29 prairial an III, de Montpellier, citée par Mathiez, *op. cit.*, p. 232.

(97) Notamment son collègue Girod-Pouzol, lettre à Rovère du 25 floréal depuis Avignon.

(98) Pierre SERNA, « Thermidor, un éternel retour », *Sociétés Politiques Comparées*, 33, octobre 2011, p. 17.

(99) *Id.*, *La République des Girouettes, 1789-1815 et au-delà, une anomalie politique : la France de l'extrême-centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

(100) AN, C 353, vue 1010.

Il a également été victime des troupes de Hoche qui ont incendié une de ses fermes alors que le métayer voiturait du grain pour les armées de la République. Girard de Villars affirme avoir perdu plus de 100 000 livres et se retrouve sans moyen de subsistance. Il est en partie dédommagé¹⁰¹. Maignen se plaint également de l'ampleur de ses pertes¹⁰² car il ne touche plus le revenu de ses terres. Fayau s'honore de n'avoir rien gagné et, au contraire, d'avoir beaucoup perdu lors de l'insurrection car les insurgés se partagent ses revenus depuis plusieurs années, « il lui reste l'espoir de voir triompher la République ». Cette dernière allusion, particulièrement ambiguë, peut évidemment se lire à plusieurs niveaux au moment où la Convention se sépare après avoir doté la République d'une nouvelle constitution. Il s'agit en fait, des quatre députés dont la conduite n'est pas claire aux yeux des Thermidoriens : Fayau qui est en état d'arrestation et attaché aux « Derniers Montagnards » mais également les trois autres qui sont restés bien silencieux durant toute la période précédente. Cette déclaration entend montrer qu'ils sont des victimes de l'insurrection parce qu'ils ont été spoliés mais également de la répression et donc de la Terreur. Il s'agit donc de se justifier mais aussi de se positionner pour l'obtention des fonctions ou des places à venir.

Les députés de la Vendée se sont donc trouvés dans une situation très inconfortable, écartelés entre l'adhésion à la Révolution, l'attachement à la République et leur lien avec un territoire en partie insurgé. En dépit de cette posture inconfortable, ils sortent néanmoins sains et saufs de la période terroriste alors même qu'ils ont été fortement suspectés et accusés à cause des positions et des décisions qu'ils ont prises.

L'engagement politique sur le terrain de la Vendée était probablement une équation impossible à résoudre. Comment pouvaient-ils agir dans un département où se trouvaient leurs familles, leurs biens, leurs amis dans un processus de guerre civile sans apparaître comme compromis ? L'échec est patent comme le prouvent les critiques qu'ont suscitées leurs initiatives individuelles. Les plus actifs, qui ont échoué à jouer le rôle d'acteurs de terrain de premier plan, se sont donc détournés de la question vendéenne, soit parce qu'ils prétendaient jouer un rôle au plan national comme Goupilleau de Fontenay, soit parce qu'ils se sont investis dans d'autres missions comme le Midi pour Goupilleau de Montaigu.

(101) Auguste KUSCINSKI, *op. cit.*, p. 295.

(102) AN, C 353, vue 1013.

Il est plus difficile de conclure sur la constitution d'une députation : si ces hommes se connaissaient, leurs actions dans les premiers mois de la Convention ne traduisent pas d'initiatives communes, mais sont le fait d'un ensemble d'individus aux positions parfois différentes. L'insurrection a pourtant rendu nécessaire une certaine union de leurs forces politiques (mobilisation de leurs réseaux, de leur connaissance du terrain, communication des informations essentielles, lien permanent avec leurs collègues restés à Paris) et ce, malgré leurs divergences politiques. C'est cette expérience inédite qui permet la constitution d'alliances politiques après Thermidor qui modifient les différentes postures par rapport aux débuts de la Convention. La Vendée ayant amalgamé leurs positions politiques, les montagnards les plus discrets soutiennent alors l'action des députés de la Plaine dans le procès de Carrier et dans l'amnistie accordée aux insurgés. Il n'y a donc pas eu de députation de la Vendée au sens où les députés n'ont pas agi de concert pour suivre une voie politique mais néanmoins, ils se sont regroupés par affinités politiques pour peser sur les événements à la fin de la Convention.

Sortis indemnes de la tourmente, ils peuvent poursuivre leur carrière politique grâce au Décret des deux tiers, qui leur donne les moyens de perdurer dans des fonctions électives. Huit députés sur neuf sont dans ce cas, le dernier – Fayau – obtient une place dans l'administration. Convaincus qu'ils ont payé au prix fort leur attachement à la République, en sacrifiant leurs biens au moment où fleurissent les accusations d'enrichissement à l'encontre des députés thermidoriens, ils estiment juste de poursuivre leur carrière, entamée pour certains en 1789, au service de la nation. Conduite vertueuse que ces hommes pétris de culture antique vont puiser dans les *exempla* romains. C'est le cas de Goupilleau de Montaigu, qui se peint en moderne Cincinnatus dans une lettre à son ami Marin :

« Mon ami, vous le savez, né républicain, je vois la République française inébranlable, j'ai tout perdu, mais j'ai tout gagné, parce que la République triomphe, après avoir bravé les poignards et les emprisonnements d'une Cour que j'ai aidé à anéantir. Riche de mes quatre fils que j'élève pour la République, je n'ai d'autre ambition, après avoir vu consolider le bonheur du peuple que d'aller reprendre le soc de ma charrue [...] La mort viendra après, quand elle voudra. Je défie les méchants, [...] d'effacer de dessus ma tombe que je fus l'un des juges du dernier tyran de la France, et l'un des fondateurs de la plus belle République du monde. Mes enfants

y trouveront la règle de leur conduite. Ils seront humains et républicains comme moi, et cela me suffit»¹⁰³.

Mathias BERTON
Lycée Pierre Mendès-France – La Roche sur Yon
19 Bis rue Monthulet
85000 La Roche sur Yon
Mathias-Axel-Al.Berton@ac-nantes.fr
Cet article est publié avec le soutien de l'ANR, dans le cadre du projet
ACTAPOL

(103) Michel JOUVE et Marcel GIRAUD-MANGIN (éd.), *Lettres intimes du conventionnel Ph.-Ch.-Aimé Goupilleau (de Montaigu) en mission dans le Midi après la Terreur (1794-1795)*, avec introduction et notes, Nîmes, Debroas, 1908, p. 44. Lettre du 21 octobre 1794 (30 vendémiaire an III).